

Unité départementale Anjou Maine  
5 rue Françoise Giroud  
44200 Nantes

Nantes, le

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/04/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **LNUF Lactalis Nestlé Ultra-Frais Laval**

ZI des Touches  
Boulevard Arago  
53810 CHANGE

Références : 2022-267\_SOCIETE LAITIERE DE LAVAL LACTALIS LNUF\_INSP\_RAP.odt

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/04/2022 dans l'établissement LNUF Lactalis Nestlé Ultra-Frais Laval implanté ZI des Touches Boulevard Arago 53810 CHANGE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LNUF Lactalis Nestlé Ultra-Frais Laval
- ZI des Touches Boulevard Arago 53810 CHANGE
- Code AIOT dans GUN : 0006300909
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société Lactalis Nestlé Ultra-Frais à Changé dispose de 10 lignes de conditionnement. Les pots en plastique sont fabriqués sur site. L'usine emploie environ 208 personnes (conditionnement : 120, maintenance : 35, process : 15, magasin : 10 et administration : 10 personnes, Qualité : 17 personnes). Cependant, le site regroupe également des activités de logistique (environ 350 personnes). Plusieurs sociétés du même groupe exercent des activités indépendantes sur ce site.

L'usine reçoit en moyenne 250 000 litres de lait par jour. Elle reçoit également du lait bio. Le marché de l'ultra-frais est en baisse depuis 10 ans, baisse de 2 % par an pour la consommation française.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Gestion de la ressource en eau
- Maîtrise des risques

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Etude technico-économique - EAU	AP Complémentaire du 24/01/2020, article 2	/	Sans objet

## Nom du point de contrôle : Aires de chargement et de déchargement

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 24/01/2020, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositifs de rétention
<b>Prescription contrôlée :</b> La société Lactalis NESTLE ULTRA FRAIS, exploitant une installation de transformation du lait sise Boulevard Arago ZI des Touches, sur la commune de Changé, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 72.3 de l'arrêté préfectoral n°2003-P-240 du 24 février 2003 susvisé sous un délai de 12 mois.  "Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles. Elles sont disposées de manière à ne pas créer de difficultés supplémentaires aux manœuvres et à l'évacuation rapide du véhicule."  Une prorogation de 18 mois du délai de mise en conformité mentionné au sein de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24/01/2020 a été accordée à l'exploitant par courrier préfectoral du 15 octobre 2020. Cette prorogation a été accordée sous réserve du strict respect des mesures suivantes : lors des dépotages des solutions en vrac d'acide et de soude, les avaloirs présents autour de la zone de dépotage sont sécurisés par un système d'obturation adéquate. La procédure de dépotage est complétée par cette opération de sécurisation. L'ensemble de l'opération de dépotage est supervisé par une personne formée à la procédure. <b>Constats :</b> Pour rappel, lors de la visite d'inspection du 16/08/2021, l'inspection avait constaté la mise en œuvre des dispositions temporaires prévues par le courrier préfectoral du 15 octobre 2020.  Lors de la présente visite d'inspection, l'exploitant a présenté un état d'avancement des travaux de rénovation et de mise en conformité réglementaire. Du retard a été pris sur le chantier, notamment pour la phase de récupération des groupes froids en suppléance des TARs. Ce retard est fortement lié à la conjoncture économique et sanitaire. 4 mois et demi de retard sur le planning ont été pris. L'exploitant a présenté le planning actualisé suivant : <ul style="list-style-type: none"><li>- mi-juin : démolition de la Tour Aéroréfrigérante et découpage des enrobés</li><li>- fin-juin : création d'un muret de séparation de la cuve FOD et démolition de l'ancienne rétention de la cuve de fioul lourd</li><li>- juillet : démolition du radier de l'ancienne cuve fioul lourd</li><li>- fin juillet : décaissement pour la future zone de rétention des cuves d'acide et de soude + quai dépotage</li><li>- septembre : réalisation des rétentions des cuves d'acide et de soude</li><li>- fin-septembre : cuvelage rétention des cuves d'acide et de soude</li><li>- octobre : étanchéité zone dépotage + installation des cuves + tuyauterie + électricité + passerelles</li><li>- début novembre : mise en service de la zone de dépotage et des cuves d'acide et de soude</li></ul> Afin d'attester de la mise en œuvre des travaux, de nombreux bons de commande ont été fournis à l'inspection, notamment celui de la société COREVA daté du 22/12/2021 pour un montant de 207 500 euros pour la réalisation des deux rétentions des cuves d'acide et de soude et de la zone de dépotage. Lors de la visite des installations, il a été constaté la mise en chantier des opérations de mise en conformité.  Les dispositions temporaires définies par le courrier du 09 juillet 2020 continuent d'être appliquées sur le site et aucun incident n'a été recensé à ce jour au droit des installations actuelles de dépotage d'acide et de soude.  Le retour à la conformité réglementaire vis-à-vis des dispositions rappelées dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure n'a pas été constaté lors de la visite d'inspection. L'exploitant doit mettre en œuvre toutes les mesures possibles pour tendre vers le respect de l'échéance de mise en demeure. Compte tenu de la prorogation du délai de mise en conformité actée par courrier préfectoral du 15/10/2020, le délai imposé par l'APMD du 24/07/2022 n'est pas échu.
<b>Observations :</b> -
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## Nom du point de contrôle : Rétention des eaux d'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/02/2003, article 25.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux d'extinction d'incendie sont collectées dans le réseau d'eaux pluviales et d'eaux usées. Elles rejoindront soit le réseau d'eaux usées, soit le bassin d'orage.
<b>Constats :</b> Lors de la précédente visite d'inspection, l'exploitant avait présenté une étude de dimensionnement réalisée par la société SADE en juin 2021. Dans cette étude présentée à l'inspection mais non fournie lors de cette précédente visite, le tamponnement des eaux pluviales (pluie décennale avec un débit de fuite à 3 l/s.ha) et le confinement des eaux d'extinction incendie (D9A) nécessitaient la création de deux bassins (2 230 m <sup>3</sup> pour le bassin versant Ouest et 2 997 m <sup>3</sup> pour le bassin versant Est). Lors de cette précédente visite, l'exploitant avait prévu de réaliser les travaux au cours de l'année 2022, pour une mise en service des bassins fin 2022. Le rapport de la SADE, le résumé de la réunion avec le SDIS et le calcul D9/D9A devaient être transmis à l'inspection des installations classées.  Au jour de la visite d'inspection, ces documents n'avaient pas été transmis à l'inspection des installations classées. Par ailleurs, compte tenu du contexte, du retard a été pris sur la mise en œuvre de ce chantier estimé à un coût d'environ 2,25 millions d'euros. Au cours de la visite d'inspection, l'exploitant a précisé qu'il prévoyait finalement la mise en œuvre d'un seul et unique bassin de confinement et de tamponnement d'une capacité de 5300 m3 malgré la présence de deux bassins versant sur le site. A la demande de l'inspection, les éléments attendus lors de la précédente visite d'inspection ont été communiqués par courriel du 10 mai 2022: <ul style="list-style-type: none"><li>- les calculs de dimensionnement des besoins en eau d'extinction (D9) et les besoins de confinement de ces eaux (D9A): Dans son courriel du 10/05/2022, l'exploitant mentionne que le calcul D9 fait l'objet d'échange avec le SDIS de la Mayenne. Un premier calcul D9 en 2020 faisait état d'un besoin de 2 940 m3 d'eau et un second en 2021 d'un besoin de 1680 m3. La proposition de calcul D9 doit faire l'objet d'une proposition formalisée et argumentée auprès du SDIS de la Mayenne afin de disposer d'un avis formel et écrit. Le non respect éventuel des critères du guide D9 (par exemple la surface de référence au risque) doit être argumenté. Concernant le calcul D9A, pour rappel, 20% du volume contenu dans le local contenant le plus grand volume doit être pris en compte selon la surface de référence retenue;</li><li>- le rapport de la SADE (référence 13506.N001-D), mis à jour le 04/05/2022, détermine les aménagements à prévoir pour assurer le confinement global du site en cas d'incendie ou de déversement accidentel, pour limiter le débit de ruissellement rejeté dans le réseau communal et pour traiter la totalité des eaux de ruissellement avant rejet. Le rapport retient un besoin de rétention en eau incendie de 5 259 m3 (calcul D9A) et un besoin de tamponnement de 5 017 m3 (méthodes des volumes). L'exploitant prévoit la mise en œuvre d'un seul et unique bassin de 5300 m3 à l'Est du site avec une station de pompage pour les eaux de la zone Ouest. Les eaux pluviales seront traitées par un décanteur/deshuileur dimensionné pour un débit de fuite de 60 l/s en sortie du bassin.</li></ul> En application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement, un dossier de porter à connaissance comprenant l'ensemble des éléments d'appréciation devra être communiqué à Monsieur le Préfet de la Mayenne.  Une copie de la commande, prévue dans le courant du semestre 2022, sera transmise à l'inspection dès édition. Les travaux sont prévus sur l'année 2023.
<b>Observations :</b> -
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet